



Commune de MAINTENON

BUDGET COMMUNE

NOTE DE PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE DU BUDGET PRIMITIF 2017

Sommaire :

I. Le cadre général du budget

II. La section de fonctionnement

III. La section d'investissement

IV. Les données synthétiques du budget – Récapitulation

I. Le cadre général du budget

L'article L 2313-1 du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présente note répond à cette obligation pour la commune ; elle est disponible sur le site internet de la ville.

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes autorisées et prévues pour l'année 2017. Il respecte les principes budgétaires : annualité, universalité, unité, équilibre et antériorité. Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Il doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte, ou le 30 avril l'année de renouvellement de l'assemblée, et transmis au représentant de l'État dans les 15 jours qui suivent son approbation. Par cet acte, le maire, ordonnateur est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget, pour la période qui s'étend du 1er janvier au 31 décembre de l'année civile.

Le budget 2017 a été voté le 12 avril 2017 par le conseil municipal. Il peut être consulté sur simple demande au secrétariat général de la mairie aux heures d'ouvertures des bureaux. Ce budget a été réalisé sur les bases du débat d'orientation budgétaire présenté le 29 mars 2017. Il a été établi avec la volonté :

- de maîtriser les dépenses de fonctionnement tout en maintenant le niveau et la qualité des services rendus aux habitants ;
- de contenir la dette en limitant le recours à l'emprunt ;
- de mobiliser des subventions auprès du conseil départemental et de la Région chaque fois que possible.

Nous travaillons cette année à taux d'imposition en diminution de 1% sachant que nous avons déjà diminué ceux-ci de plus de 15% depuis 2004.

Les sections de fonctionnement et investissement structurent le budget de notre collectivité. D'un côté, la gestion des affaires courantes (ou section de fonctionnement), incluant notamment le versement des salaires des agents de la ville ; de l'autre, la section d'investissement qui a vocation à préparer l'avenir.

II. La section de fonctionnement

a) Généralités

Le budget de fonctionnement permet à notre collectivité d'assurer le quotidien.

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services communaux. C'est un peu comme le budget d'une famille : le salaire des parents d'un côté et toutes les dépenses quotidiennes de l'autre (alimentation, loisirs, santé, impôts, remboursement des crédits...).

Pour notre commune :

Les recettes de fonctionnement correspondent aux sommes encaissées au titre des prestations fournies à la population (cantine, transports scolaires, abonnements parkings de la Gare, Ecole de Musique, ...), aux impôts locaux, aux dotations versées par l'Etat, à diverses subventions.

Les recettes de fonctionnement 2017 représentent 4.423.395,71 euros sans le résultat reporté de 1.416.506,26 euros.

Les dépenses de fonctionnement sont constituées par les salaires du personnel municipal, l'entretien et la consommation des bâtiments communaux, les achats de matières premières et de fournitures, les prestations de services effectuées, les subventions versées aux associations et les intérêts des emprunts à payer.

Les salaires et charges représentent 1.607.416 euros des dépenses de fonctionnement de la ville soit 39,80% des dépenses réelles de fonctionnement (4.038.663)

Les dépenses de fonctionnement 2017 représentent 4.553.783,97 euros sans le virement à la section d'investissement de 1.286.118 euros

Au final, l'écart entre le volume total des recettes de fonctionnement et celui des dépenses de fonctionnement constitue l'autofinancement, c'est-à-dire la capacité de la Ville à financer elle-même ses projets d'investissement sans recourir nécessairement à un emprunt nouveau.

Les recettes de fonctionnement des villes ont beaucoup baissé du fait d'aides de l'Etat en constante diminution, notamment au titre de la dotation globale de fonctionnement :

| | |
|--------------------|----------|
| ⬇ DGF année 2015 : | 496.776€ |
| ⬇ DGF année 2016 : | 414.675€ |
| ⬇ DGF année 2017 : | 372.391€ |

Il existe trois principaux types de recettes pour une ville :

Les impôts locaux

| | |
|---|------------|
| ⬇ Produit des taxes à taux constants année 2016 : | 2.070.736€ |
| ⬇ Prév. du produit des taxes avec diminution de 1% année 2017 : | 2.059.033€ |

Les dotations versées par l'Etat

| | |
|--|----------|
| ⬇ Dotation forfaitaire, dotation solidarité rurale, dotation nationale de péréquation année 2016 : | 736.859€ |
| ⬇ Prév. 2017 : | 659.338€ |
| Soit une diminution de 10,52% | |

Les recettes encaissées au titre des prestations fournies à la population

| | |
|---|----------|
| ⬇ Produit des services année 2016 : | 187.499€ |
| ⬇ Prév. produit des services année 2017 : | 191.439€ |

b) Les principales dépenses et recettes de la section :

| Dépenses | Montant | recettes | Montant |
|--|------------------|---|------------------|
| Dépenses courantes | 1 380 202 | Excédent brut reporté | 1 416 506 |
| Dépenses de personnel | 1 607 416 | Recettes des services | 191 439 |
| Autres dépenses de gestion courante | 1 003 079 | Impôts et taxes | 2 750 013 |
| Dépenses financières | 27 966 | Dotations et participations | 980 588 |
| Dépenses exceptionnelles | 5 000 | Autres recettes de gestion courante | 82 140 |
| Autres dépenses | | Recettes exceptionnelles | 386 679 |
| Dépenses imprévues | 15 000 | Recettes financières | - |
| | | Autres recettes | 32 467 |
| Total dépenses réelles | 4 038 663 | Total recettes réelles | 5 839 832 |
| Charges (écritures d'ordre entre sections) | 515 120 | | |
| Virement à la section d'investissement | 1 286 118 | Produits (écritures d'ordre entre sections) | 69 |
| Total général | 5 839 901 | Total général | 5 839 901 |

c) La fiscalité

Les taux des impôts locaux pour 2017 :

| | |
|---------------------------------|-------|
| - concernant les ménages | |
| . Taxe d'habitation | 15,14 |
| . Taxe foncière sur le bâti | 29,09 |
| . Taxe foncière sur le non bâti | 31,41 |

Le produit attendu de la fiscalité locale s'élève à 2 .059.033€

d) Les dotations de l'Etat.

Les dotations attendues de l'Etat (dotation forfaitaire, dotation solidarité rurale, dotation nationale de péréquation...) s'élèveront à 659 338 euros soit une baisse de 77.521 euros par rapport à l'an passé.

III. La section d'investissement

a) Généralités

Le budget d'investissement prépare l'avenir. Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la ville à moyen ou long terme. Elle concerne des actions, dépenses ou recettes, à caractère exceptionnel. Pour un foyer, l'investissement a trait à tout ce qui contribue à accroître le patrimoine familial : achat d'un bien immobilier et travaux sur ce bien, acquisition d'un véhicule, ...

Le budget d'investissement de la ville regroupe :

- en dépenses : toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité. Il s'agit notamment des acquisitions de mobilier, de matériel, d'informatique, de véhicules, de biens immobiliers, d'études et de travaux soit sur des structures déjà existantes, soit sur des structures en cours de création.

- en recettes : deux types de recettes coexistent : les recettes dites patrimoniales telles que les recettes perçues en lien avec les permis de construire (Taxe d'aménagement) et les subventions d'investissement perçues en lien avec les projets d'investissement retenus (par exemple : des subventions relatives à la construction d'un nouveau restaurant scolaire, à la réfection du réseau d'éclairage public, à la réfection de la voirie...).

b) Une vue d'ensemble de la section d'investissement

| dépenses | montant | Recettes | Montant |
|---|------------------|--|------------------|
| Remboursement d'emprunts | 1 080 000 | Solde d'investissement reporté | 521 821 |
| Immobilisations incorporelles (logiciels, licences informatiques...) | 16 602 | Virement de la section de fonctionnement | 1 286 118 |
| Immobilisations corporelles (mobilier, terrains, matériels, véhicules...) | 291 240 | FCTVA | 133 483 |
| Immobilisations en cours (travaux de bâtiments, voirie...) | 2 740 925 | Cessions d'immobilisations | 681 448 |
| Charges (écritures d'ordre entre sections) | 69 | subventions | 240 846 |
| | | Emprunt | 750 000 |
| | | Produits (écritures d'ordre entre section) | 515 120 |
| Total général | 4 128 836 | Total général | 4 128 836 |

c) Les principaux projets de l'année 2017 sont les suivants :

| DEPENSES INVESTISSEMENT - DEPENSES PRINCIPALES AUX CHAPITRES 20 ET 21 | | RAR 2016 | BP 2017 | TOTAL |
|---|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| chap 20 | concessions, droits similaires (logiciels) | 1 000,00 | 15 602,00 | 16 602,00 |
| | | 1 000,00 | 15 602,00 | 16 602,00 |
| chap 21 | Terrains ZAC du Bois de Sauny | 30 000,00 | | 30 000,00 |
| | aménagements Rond Point - RD 906 - allée G. Bizet - clôture - géomètre | 8 200,00 | 12 236,00 | 20 436,00 |
| | Mairie : clé organigramme - tapis escalier - alarme incendie | | 23 200,00 | 23 200,00 |
| | autres bâtiments et installations générales (aire de jeux, sépultures, escalier Garenne...) | | 95 521,00 | 95 521,00 |
| | autre matériel et outillage d'incendie : extincteurs | | 3 200,00 | 3 200,00 |
| | autre matériel et outillage de voirie | 1 300,00 | 4 360,00 | 5 660,00 |
| | Tondeuse autoportée et remorque | 40 400,00 | 2 170,00 | 42 570,00 |
| | matériel de bureau et informatique | | 13 682,00 | 13 682,00 |
| | mobilier | 18 450,00 | 20 756,00 | 39 206,00 |
| | matériel divers | 1 795,00 | 15 970,00 | 17 765,00 |
| | | 100 145,00 | 191 095,00 | 291 240,00 |

chap 23 DEPENSES INVESTISSEMENT - DEPENSES PRINCIPALES AU CHAPITRE 23

| articles | RAR 2016 | BP 2017 | TOTAL |
|--|-------------------|---------------------|---------------------|
| 2313 refection mur mitoyen Presbytère | 3 000,00 | | 3 000,00 |
| 231301 travaux école primaire Charles Péguy | | 717,00 | 717,00 |
| 231306 travaux divers bâtiments ERP | 5 000,00 | 141 098,00 | 146 098,00 |
| 231308 travaux bâtiment rue du Pont Rouge | | 1 300,65 | 1 300,65 |
| 231312 tx restaurant scolaire | 56 000,00 | 200 000,00 | 256 000,00 |
| 231316 travaux Maison Tailleur | 300,00 | | 300,00 |
| 231326 travaux école maternelle du Guéreau | | 59 497,00 | 59 497,00 |
| 231327 travaux école maternelle J. Prévert | | 9 329,00 | 9 329,00 |
| 231331 Travaux école Harleville | 7 335,00 | 102 898,00 | 110 233,00 |
| 231335 Travaux Eglise | 11 237,00 | 36 160,00 | 47 397,00 |
| 231338 Travaux chaufferie inter bâtiments | 8 040,00 | 90 360,00 | 98 400,00 |
| 231348 centre culturel | 228 800,00 | 21 900,00 | 250 700,00 |
| 231349 Crèche | | 4 472,00 | 4 472,00 |
| 231350 Maison médicale | 65 000,00 | 1 850,00 | 66 850,00 |
| 231352 Salle M. Leblond | 29 585,00 | | 29 585,00 |
| 231502 travaux éclairage public | 1 572,00 | 101 220,00 | 102 792,00 |
| 231520 travaux divers voirie et trottoirs | 30 515,00 | 124 124,00 | 154 639,00 |
| 231543 travaux rue de la Guaize et Harneau du Parc | | 190 000,00 | 190 000,00 |
| 231538 Aménagement Faubourg Larue | 17 450,00 | 676 486,00 | 693 936,00 |
| 231549 Travaux Chemin de la Barrerie (F. TELECOM) | 4 300,00 | | 4 300,00 |
| 231554 aménagement Centre Ville | 144 280,00 | 5 100,00 | 149 380,00 |
| 231536 travaux aménagement passerelle | | 272 000,00 | 272 000,00 |
| 2315 travaux eau pluviale - La Garenne | | 90 000,00 | 90 000,00 |
| | 612 414,00 | 2 128 511,65 | 2 740 925,65 |

d) Les subventions d'investissements prévues :

| chap 13 | RAR 2016 | BP 2017 | TOTAL |
|--|-------------------|------------------|-------------------|
| réserve parlementaire signalétique | 1 920,00 | | 1 920,00 |
| réserve parlementaire - aire de jeux à la Garenne | | 4 000,00 | 4 000,00 |
| subvention FIPD - Préfecture - sécurisation écoles | | 3 994,00 | 3 994,00 |
| CŒUR DE VILLE subvention CONTRAT REGIONAL | 68 000,00 | | 68 000,00 |
| CŒUR DE VILLE subvention CONTRAT DEPARTEMENTAL | 68 000,00 | | 68 000,00 |
| FDAIC Travaux Centre culturel - 1ère phase | 21 000,00 | | 21 000,00 |
| FDAIC Travaux Centre culturel - 2ème phase | 21 000,00 | | 21 000,00 |
| Travaux sécurité rue de la Ferté - FDAIC 2015 - solde | 9 695,00 | | 9 695,00 |
| Travaux Chemin du Fouloir - rue des Petits Prés - FDAIC 2015 | 13 432,00 | | 13 432,00 |
| FDAIC 2016 - programme travaux voirie | | 16 680,00 | 16 680,00 |
| FDAIC 2016 - subvention élaboration PLU | | 2 625,00 | 2 625,00 |
| SDE - enfouissement 1ère tranche - Faubourg Larue et René Rion | | 10 500,00 | 10 500,00 |
| | 203 047,00 | 37 799,00 | 240 846,00 |

IV. Les ratios

a) Recettes et dépenses de fonctionnement : 5 839 901 euros

b) Recettes et dépenses d'investissement :

réparties comme suit :

- dépenses : crédits reportés 2016 : 713 559 euros
nouveaux crédits : 3 415 277 euros
TOTAL : 4 128 836 euros

- Recettes : crédits reportés 2016 : 203 047 euros
nouveaux crédits : 3 925 789 euros
TOTAL : 4 128 836 euros

b) Principaux ratios

- dépenses réelles de fonctionnement / population 917,25
- produit des impositions directes / population 467,64
- recettes réelles de fonctionnement / population 1 004,62
- dépenses d'équipement brut/ population 692,43
- encours de dette / population 251,82
- DGF / population 198,51

c) Etat de la dette

- ⚡ crédits relais de 1.000.000€
- ⚡ emprunt de 1.200.000€ à 15 ans pour financer les travaux de la Maison de Santé Pluridisciplinaire et de la Maison Tailleur accueillant les services de la Trésorerie : annuité à hauteur de 80.000€/an solde au 31/12/2016 : 1.120.000€

Nota : Pour les collectivités locales et leurs établissements (communes, départements, régions, EPCI, syndicats mixtes, établissements de coopération interdépartementale), les articles L 2121-26, L 3121-17, L 4132-16, L.5211-46, L 5421-5, L 5621-9 et L 5721-6 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoient le droit pour toute personne physique ou morale de demander communication des procès-verbaux, budgets, comptes et arrêtés.

Fait à Maintenon le 20 avril 2017

Le Maire,

Michel BELLANGER

